

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

DIRECTION des LIBERTES PUBLIQUES
et de l'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ

Bureau de la Réglementation et de l'Environnement

Arrêté de mise en demeure

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

N° M-01301

VU le titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement, et notamment les articles L.514.1 et R512-39-I,

VU la circulaire BPSPR/2005-371/LO du 08 février 2007 relative à la cessation d'activité d'une installation classée – Chaîne de responsabilités – Défaillance des responsables,

VU la décision du 16 décembre 2010 du tribunal de commerce de CHALON SUR SAONE, prononçant la liquidation judiciaire immédiate de la société LA MESTA BOURGOGNE (SAS) à CHALON-SUR-SAONE et nommant la SCP BECHERET-THIERRY-SENECHAL-GORRIAS, représentée par Maître THIERRY, comme liquidateur judiciaire,

VU les constats réalisés par l'inspecteur des installations classées lors de sa visite d'inspection du 18 mars 2011,

VU les propositions de l'inspection des installations classées de la DREAL Bourgogne du 23 mars 2011,

Considérant la présence résiduelle de plusieurs tonnes de produits chimiques et déchets constatée lors de la visite d'inspection susmentionnée,

Considérant la sécurisation inadaptée de l'accès à ces produits et déchets, constatée lors de la visite d'inspection susmentionnée,

Considérant dès lors que la mise en sécurité du site tel qu'exigé par l'article R512-39-I du code de l'environnement n'est pas effective,

Considérant l'absence de dossier de déclaration de cessation d'activité,

Considérant que la SCP BECHERET-THIERRY-SENECHAL-GORRIAS représentée par Maître THIERRY, en tant que liquidateur judiciaire, est le représentant légal de l'entreprise,

Sur proposition de Madame la Secrétaire générale de la Préfecture de Saône-et-Loire,

ARRETE

Article 1^{er}

La SCP BECHERET-THIERRY-SENECHAL-GORRIAS, située 22 quai Gambetta à CHALON-SUR-SAONE, représentée par Maître THIERRY, est mise en demeure de respecter, sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article R512-39-I du code de l'environnement pour le site précédemment exploité par la société LA MESTA BOURGOGNE à CHALON SUR SAONE.

Article 2:

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Dijon :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision
- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Article 3:

Mme la Secrétaire générale de la Préfecture, M. le maire de CHALON SUR SAONE, M. le maire de FRAGNES, M. le Maire de CHAMPFORGEUIL, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont notification sera faite à l'exploitant et dont copie sera faite à :

- la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, Unité territoriale de Saône-et-Loire, à MACON,

Mâcon, le 22 AVR. 2011

Le Préfet
Pour le Préfet
Le Sous-Préfet de Chalon-sur-Saône

Jacques HAVARD DUCLOS